



Paris, le 20 juin 2024

Non à l'extrême droite ! Oui au progrès social !

L'extrême droite est aux portes du pouvoir pour la première fois de l'histoire de notre République, à l'exception du régime de Vichy.

La décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale lui ouvre le chemin de Matignon, avec des conséquences dramatiques pour nos libertés et nos droits : l'extrême droite pourrait disposer des très larges pouvoirs que confère la Constitution et s'en servir pour remettre en cause tous les garde-fous démocratiques : les médias, la justice, les organisations syndicales et la société civile, et ainsi préparer son arrivée à l'Élysée en 2027.

Son projet repose toujours sur la préférence nationale, avec des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits en fonction de leur nationalité voire de leur origine. Pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposture sociale.

Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites.

La France est la 7^e puissance mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'union européenne. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir aurait donc un impact sur les autres travailleurs du monde. Notre République et notre démocratie sont en danger.

Les votes de l'extrême droite depuis 2022

- Contre l'augmentation du SMIC et l'indexation des salaires sur l'inflation ;
- Contre la garantie d'autonomie des jeunes à 1063 euros ;
- Contre le blocage des prix de produits de première nécessité et le gel des loyers ;
- Contre le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) ;
- Contre la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes ;
- Contre le recrutement de Sapeurs-Pompiers et la revalorisation de leurs salaires ;
- Contre l'attribution d'un milliard pour lutter contre les violences faites aux femmes...

Dans les municipalités RN, il mène une politique de casse des services publics et de saccage du vivre-ensemble et de la solidarité. Dès le pouvoir acquis, pour le conserver le RN stigmatise et harcèle ses opposants, développe une propagande écrasante et n'hésite pas à user de la force : coups de force contre les oppositions en conseil municipal, tentative d'élimination des syndicats, harcèlement judiciaire, licenciements abusifs ou élimination d'associations en supprimant les subventions (secours populaire, ligue des droits de l'Homme...)

A la Banque, il faut s'interroger sur les conséquences d'une politique de préférence nationale sur le traitement du surendettement ou du droit au compte, et sur les impacts sur la politique monétaire du programme RN, qu'aucun économiste reconnu ne valide.

La pression populaire a permis de gagner l'unité de la gauche sur un programme de rupture avec le libéralisme et le fascisme, reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale nationale et de nombreuses revendications portées par le CGT.

La CGT appelle à voter pour le programme du nouveau front populaire lors des élections législatives, les 30 juin et 7 juillet.

La CGT réaffirme l'autonomie du monde syndical et prend ses responsabilités. Elle considère que le programme du nouveau front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes.

La CGT appelle à voter massivement pour le programme du nouveau front populaire.

Le jeudi 27 juin, la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à multiplier les actions de grève sur leurs lieux de travail pour faire aboutir leurs revendications.

Dès le lendemain du second tour, la lutte sociale continuera et la CGT y consacrerait toutes ses forces pour gagner sur les revendications du monde du travail.

Appel des organisations syndicales et associations

CGT, FSU, UNSA, Solidaires, Ligue des droits de l'Homme, Cimade, Fédération des acteurs de la solidarité, Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, Greenpeace France, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France et Syndicat de la Magistrature.

Nous, syndicats et associations, avons décidé d'agir ensemble sur tous les territoires pour battre l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet et porter ensemble des mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice.

Nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous.

La victoire des extrêmes droites aurait les mêmes conséquences dramatiques que là où elles ont pu gouverner ou gouverner. Aux États-Unis de Trump, dans la Russie de Poutine, la Hongrie de Orban, l'Argentine de Milei, la Pologne du PIS, l'Italie de Meloni, la liberté est piétinée, les droits bafoués, les services publics et les politiques sociales étranglés. Dans tous ces pays, la violence, la haine de l'autre ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous devons tout faire pour éviter que cela ne nous arrive.

Certes, la défaite des extrêmes droites ne suffira pas à garantir la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux inégalités, injustices, et à l'urgence sociale et environnementale. Mais sa victoire compromettrait radicalement la perspective. Le recul des droits, la régression des libertés ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré. Battre l'extrême droite dans les urnes, combattre son projet raciste doit se conjuguer à l'émergence d'un changement profond, de ruptures sociales et écologiques et d'effectivité des droits.

Il est donc crucial que chacune et chacun trouve dans l'exercice électoral le prolongement des mobilisations et aspirations communes.

Ensemble, nous en appelons à la mobilisation citoyenne.

A la Banque de France comme dans tout le pays, pour être plus forts ensemble, rejoignez la CGT : 1647-UT@banque-france.fr